

LA PRATIQUE DÉMOCRATIQUE EN AFRIQUE

Une image écornée à redorer

À l'école de la démocratie, les États africains ont la triste réputation d'être de mauvais élèves. L'édification d'une véritable démocratie est mise à mal par la persistance de considérations tribales, ethniques ou encore claniques. Il importe alors de repenser la démocratie en Afrique en commençant par s'affranchir du mythe selon lequel, en raison de leur organisation traditionnelle, les sociétés africaines seraient incompatibles avec la démocratie. La marche engagée par l'Afrique vers la démocratie par la voie institutionnelle ne sera véritablement effective qu'avec l'essor d'une véritable culture démocratique des hommes¹.

Alain NZADI-a-NZADI, Jésuite.
Directeur du CEPAS
et Rédacteur en Chef
de *Congo-Afrique*.
nzadialain@
gmail.com

Cette affirmation de Biléou Sakpane-Gbati, vieille de 6 ans, n'a rien d'un jugement sévère. Au contraire, elle est le reflet d'une pratique démocratique boiteuse dans la plupart des pays du continent. En avril 2016, *Congo-Afrique* consacrait déjà un numéro spécial sur la pratique de la démocratie en Afrique². Un parcours éclair de quelques pays d'Afrique avait permis de prendre la mesure du niveau endémique de la mauvaise santé de la démocratie en Afrique. Un an plus tard, ce diagnostic a-t-il changé ou rejoint-il encore le constat peu flatteur de Biléou évoqué plus haut ?

La radioscopie de la situation africaine provoque forcément un malaise à plusieurs égards, comme on peut l'observer dans le déroulement calamiteux des élections ces dernières années. Il est vrai que les élections ne constituent pas la seule composante à partir de laquelle on peut évaluer la pratique démocratique ; la démocratie ne se limite pas

1 Cf. Biléou SAKPANE-GBATI, « La démocratie à l'africaine », in *Éthique publique* [en ligne], vol. 13, n° 2 (2011).

2 *Congo-Afrique* (avril 2016), n° 504.

simplement à l'acte de voter. D'autres facteurs entrent aussi en jeu comme le niveau de participation citoyenne à la vie de la nation, la bonne gouvernance, etc. Les élections demeurent néanmoins le télescope à travers lequel la vitalité d'une démocratie peut se vérifier ; elles sont le passage obligé de l'accès au pouvoir démocratique et de son exercice. Aussi influencent-elles indéniablement le jugement à porter sur la maturité démocratique d'une nation.

Quel regard peut-on porter sur cette pratique en Afrique ? Les élections, même régulières, sont-elles véritablement un indice d'une démocratie réussie ou, au regard de la situation actuelle dans beaucoup de pays, un simple maquillage pour légitimer un pouvoir en réalité autocratique et donc non démocratique ? La parodie électorale que bon nombre de pays africains ont offerte au monde ces deux dernières années ne peut que corroborer la crainte contenue dans ce questionnement.

L'année 2016, par exemple, a été une année d'effervescence électorale en Afrique avec pas moins de 16 élections présidentielles, toutes affublées du qualificatif de « démocratiques ». Mais, ont-elle réellement été transparentes, offrant l'opportunité au souverain primaire, le peuple, de se choisir ses propres dirigeants en toute liberté, sans manipulations ni intimidations ? Non, serait-on forcé de répondre, au regard de la distorsion du processus de l'amont à l'aval. Antoine Sondag en dresse un tableau qui invite à une remise en question urgente pour un nouveau départ :

Dans quatre pays, le processus a été libre, transparent et équitable [Bénin, Cap Vert, Ghana et Sao Tomé et Príncipe]. Dans douze cas, on a assisté à un coup d'État militaire-constitutionnel. Une innovation : le président modifie la Constitution pour pouvoir se présenter aux élections même lorsque cette Constitution l'exclut explicitement³.

Considérée, à tort ou à raison, comme le bastion actuel des « théâtres électoraux », l'Afrique centrale se présente comme une zone où la démocratie fonctionne en dents de scie, sans véritables émules qui pourraient inspirer les démocraties moribondes et les tirer vers le haut, à l'instar de l'Afrique de l'Ouest où des pays comme le Ghana, le Bénin ou le Sénégal sont cités parmi les bons élèves. Et depuis le 24 janvier 2017, la Gambie s'est ajoutée à cette liste, malgré le revirement inattendu et presque rocambolesque du président sortant Yaya Jammeh qui a tenu en haleine toute l'Afrique pendant plusieurs semaines⁴.

C'est donc à juste titre que *Congo-Afrique* considère que la pratique démocratique en Afrique mérite d'être réinventée et redynamisée. Voilà le

3 Antoine SONDAG, « Pas de démocratie sans alternance ! En Afrique comme ailleurs ! », in *Développement & Civilisations*, n° 439 (2017), p. 1.

4 On peut lire avec profit l'article de Laurent DUARTE, « 2015-2016 : retour sur deux ans d'effervescence électorale en Afrique », in *Développement & Civilisations*, n° 439 (2017), pp. 1-4.

sens du regard rétrospectif que Mutoy Mubiala pose sur la charte africaine de la démocratie, des élections et de la bonne gouvernance, ratifiée depuis dix ans par plusieurs états africains. En tout cas, au vu de la mauvaise santé de la démocratie sur le continent, on ne peut pas s'empêcher de dire que les résultats escomptés grâce à la ratification de cette charte sont mitigés, voire décevants.

Face à une telle pratique politique au rabais, fait remarquer Akono dans sa contribution, la réflexion philosophique est appelée à *penser* la remise en question des régimes africains qui se maintiennent au pouvoir au mépris du bien-être des citoyens. Ici et là s'observent des restrictions de la liberté des peuples (Japhet Tekila), le non respect des textes et des accords (Ngoma-Binda), engendrant un déficit de participation citoyenne dans la gestion de l'appareil étatique (Marcel Watsh'Okondakoso).

Pour *ré-collectiviser l'espoir* et ouvrir les pistes d'un futur commun, comme le suggère Kasereka dans sa réflexion, les Africains sont appelés à se réapproprier les valeurs démocratiques pour se forger un avenir plus radieux. Cela passe par le refus de la population de laisser à une minorité dirigeante, par ailleurs peu soucieuse des déboires de ceux qui l'ont placée au pouvoir, le monopole de décider de son sort.

La démocratie, affirmait l'ancien président américain Abraham Lincoln, est le pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple. Dans ce sens, la démocratie dans sa version édulcorée, presque parodiée ou « à l'africaine », diraient certains, telle que pratiquée actuellement dans de nombreux pays d'Afrique, invite urgemment à ressaisir le sens originel de cette assertion de Lincoln.

C'est grâce à cet effort de redécouverte que les citoyens Africains pourront revitaliser leur pratique démocratique en retrouvant et en promouvant les vraies valeurs qui la sous-tendent universellement : liberté, droits de l'homme, bonne gouvernance, alternance pacifique au pouvoir, etc.

Il ne suffit pas de se plaindre de la mauvaise volonté des politiciens « élus ». Encore faut-il user de tous les moyens démocratiques disponibles pour les contraindre à servir le bien commun pour lequel ils ont été élus. Pareille entreprise n'est point impossible, puisque l'histoire récente de l'Afrique et d'ailleurs nous apprend que ce ne n'est pas un rêve chimérique. Bonne lecture ! ■